

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

**FONDS DU SERVICE DÉPARTEMENTAL
DU RENSEIGNEMENT TERRITORIAL
DE LA SOMME**

(1945-2018)

Répertoire numérique détaillé

302 W

établi par

Stéphane DIÉPOLD, assistant de conservation du patrimoine,

sous le contrôle scientifique de

Anne LEJEUNE, conservatrice générale du patrimoine, directrice

Amiens, 2025

SOMMAIRE

Introduction

Présentation du versement page 3

Communicabilité page 5

Sources complémentaires page 6

Répertoire numérique détaillé page 9

Syndicats et mouvements sociaux	page 9
Enseignement	page 14
Economie	page 15
Entreprises (secteur public)	page 16
Justice	page 16
Social	page 16
Culture	page 17
Administrations et services publics	page 17
Immobilier et sociétés de construction	page 19
Finances	page 19
Entreprises et usines	page 20
Presse écrite	page 21
Radiodiffusion	page 23
Télévision	page 24

INTRODUCTION

Présentation du versement

Le versement 302 W a été effectué par le service départemental du renseignement territorial de la Somme en date du 27 novembre 2024.

Ce versement comprend 23 articles et représente 2,20 mètres linéaires de documents.

Histoire des Renseignements généraux

Avec pour lignes directrices la recherche de renseignements sur la vie institutionnelle, économique et sociale et les phénomènes susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et à la sûreté générale, les Renseignements généraux ont vu leur périmètre d'action et leur organisation fluctuer au fil des temps.

La chute de la monarchie en 1792 ouvre une période agitée, durant laquelle l'activité de police fait l'objet de nombreuses réorganisations. En février 1800, Bonaparte, alors Premier Consul, crée la Préfecture de police de Paris et sa division « Sûreté générale et police secrète », prémices du premier service organisé pour prendre en compte les activités de renseignement en France. En 1811, des « commissaires spéciaux [1] » sont attachés à la surveillance de l'opinion, des opérations de commerce, des mouvements des ports, des communications avec l'étranger, des associations politiques et religieuses.

Sous le Second Empire, Napoléon III édicte un décret qui place 30 commissaires spéciaux de police [2] sous la tutelle des préfets et du ministère de l'Intérieur. Outre la répression des infractions de droit commun, ils sont chargés du suivi de l'état de l'opinion publique. En 1861, de nouvelles directives viennent élargir leurs prérogatives, notamment en ce qui concerne la police des ressortissants étrangers et celle des ports et des frontières. Ces commissaires spéciaux constituent la première implantation territoriale durable de l'activité de renseignement.

Confrontée aux mouvements anarchistes et aux attentats qu'elle ne parvient pas à endiguer seule, la police française commence à s'engager pleinement dans la coopération internationale, après l'assassinat de l'impératrice d'Autriche à Genève en 1898.

En 1907, une vaste réforme de l'organisation policière est engagée par Georges Clemenceau, alors Président du Conseil et ministre de l'Intérieur. C'est Clemenceau qui instaure des brigades régionales mobiles, plus connues sous le nom de « Brigades du Tigre », qui sont principalement chargées de lutter contre le crime organisé.

En parallèle, Clemenceau crée une autre brigade en charge de la police judiciaire et des renseignements généraux, placée au sein de la Sûreté générale. Le dispositif est complété, en 1911, par le nouveau service des renseignements généraux de police administrative qui a pour mission de prévenir les troubles à l'ordre public.

Par ailleurs, le gouvernement encourage le développement à Paris d'un service de renseignement possédant des attributions similaires. Les Renseignements généraux de la Préfecture de police (RGPP), ainsi que le service des renseignements généraux et des jeux, sont ainsi créés en 1913.

En avril 1937 sous le Front Populaire, le président du Conseil Léon Blum et le ministre de l'Intérieur Max Dormoy expérimentent une nouvelle Commission interministérielle du renseignement, réunie chaque semaine autour du président du Conseil, pour faciliter l'échange d'informations au plus haut niveau de l'État.

Dès novembre 1944, le Général de Gaulle restructure les services de renseignement et de contre-espionnage. Il crée la direction de la surveillance de territoire (DST) et confirme dans leurs missions les Renseignements généraux (RG), placés au sein de la Sûreté nationale. Le suivi de la vie politique, économique et sociale, ainsi que la surveillance des hippodromes et des établissements de jeux, leur sont confiés.

L'appellation historique de « Direction Centrale des Renseignements Généraux » (DCRG) apparaît en octobre 1968. Peu après, la DCRG intègre la nouvelle Direction Générale de la Police Nationale (DGPN) qui succède à la Sûreté nationale.

Au cours des années 1970, les RG sont chargés de missions de recherche de renseignements concernant les phénomènes terroristes. Ils contribuent à l'identification des réseaux terroristes et notamment islamistes, en lien étroit avec la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) et les Renseignements Généraux de la Préfecture de Police (RGPP) à Paris.

Dans les années 1990, les RG doivent également faire face aux phénomènes de violence urbaine, aux dérives sectaires ou à l'hooliganisme, qui ont une incidence sur la sécurité et l'ordre public. Ils s'intéressent aussi aux nouvelles formes de contestation sociale. Ils surveillent les groupements à risque ou les individus susceptibles de se livrer à des actions violentes, prônant des idéologies extrémistes, séparatistes (Basques, Corses), ou portant atteinte aux principes démocratiques. Le suivi de l'activité et du fonctionnement interne des partis politiques lui est retiré.

En dépit des activités et des cultures complémentaires des RG et de la DST, le contexte sécuritaire du début des années 2000 fait apparaître un besoin d'intensification de la coopération entre les services de renseignement du ministère de l'Intérieur. Une refonte des services de renseignement policier est décidée au plus haut niveau en 2007. La DCRG est alors supprimée par le décret n°2008-609 du 27 juin 2008.

Ses attributions sont en partie transférées à la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI), qui deviendra l'actuelle DGSI en 2014. À l'inverse, ses missions relatives à la vie institutionnelle, économique et sociale, et aux phénomènes de violence urbaine susceptibles d'intéresser l'ordre public, sont confiées à la Sous-Direction de l'Information Générale (SDIG) de la DGPN. Ce service forme l'ossature de l'actuel Service Central du Renseignement Territorial (SCRT), créé en 2014. Simultanément, l'activité de contrôle des établissements de jeux et de courses est définitivement transférée à la police judiciaire.

[1] Créés par décret impérial du 25 mars 1811.

[2] Créés par décret du 22 février 1855.

Le service départemental du renseignement territorial de la Somme

En juillet 2008, la disparition de la Direction Centrale des Renseignements Généraux (DCRG) donne lieu à l'intégration de la mission d'information générale à la Direction Centrale de la Sécurité Publique (DCSP) avec la création de la Sous-Direction de l'Information Générale (SDIG).

En mai 2014, sont installés le Service Central du Renseignement Territorial (SCRT) et ses déclinaisons territoriales, qui restructurent et consolident l'organisation du renseignement au sein de la Direction Centrale de la Sécurité Publique (DCSP). Installé dans un contexte d'intensification de la prévention et de la lutte contre le terrorisme, et orienté vers un renseignement exploitable en terme d'ordre public (mouvements revendicatifs et protestataires violents ou non, violences urbaines, remise en cause les valeurs républicaines, repli communautaire...), le renseignement territorial (RT) n'abandonne néanmoins en rien ses missions d'analyse et de synthèse des problématiques économiques, sociales et sociétales, destinées à informer le Gouvernement et les représentants de l'État.

Par ailleurs, en lien et en complémentarité avec des services partenaires, le Service Départemental du Renseignement Territorial (SDRT) est particulièrement engagé dans les missions de détection des individus radicalisés et potentiellement dangereux.

Sa compétence est départementale et couvre indifféremment les zones Police nationale et Gendarmerie nationale.

Le principe de la recherche de renseignements opérationnels, notamment dans le domaine des dérives urbaines, de lutte contre l'économie souterraine et des phénomènes de bandes, se décline notamment en étroite collaboration avec les autres services de la Direction interdépartementale de la police nationale de la Somme.

Placé sous l'autorité du Directeur Interdépartemental de la Police Nationale de la Somme (DIPN80), son rôle reste l'interface avec les autorités locales et centrales, et sa collaboration avec la Gendarmerie nationale et la Direction Territoriale de la Sécurité Intérieure (DTSI) ne fait que renforcer son positionnement.

Intérêt historique de versement

Le versement permet notamment de constater le travail de surveillance exercé par le service du renseignement territorial dans des domaines très variés tels que les syndicats, les manifestations et mouvements sociaux, le monde agricole, l'enseignement, la vie économique, les grandes industries locales, l'opinion publique, la presse et les médias, etc. Il constitue une source d'information et de renseignement très importante pour l'ensemble de ces domaines.

Communicabilité

En vertu du Code du patrimoine (article L213-2), une partie des documents est soumise à un délai de communicabilité de 50 ans au titre de la protection de la vie privée.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Bibliographie

COUDERC (F.), *Les Renseignements Généraux sous l'Occupation : quand la police française traquait les résistants*, Paris, O. Orban, 1992.

COURTOIS (A.), *Les RG : mythes et réalités*, I.E.P., 1994.

HENRI (B.), *Le renseignement : un enjeu de pouvoir*, Economica, 1998.

ROUGELET (P.), *RG, la machine à scandale*, Paris, Albin Michel, 1997.

Archives

Archives départementales de la Somme

Archives modernes, série M

Sous série 4 M : police

Archives contemporaines, série W

DIRECTION RÉGIONALE DES RENSEIGNEMENTS INTÉRIEURS

1124 W	Suivi et surveillance : dossiers.	1937 - 1970
1376 W	Organisations résistantes, organisations et partis ayant collaboré.	1942 - 1960
1471 W	Collecte de renseignements : dossiers.	1943 - 1946

PRÉFECTURE DE LA SOMME

CABINET DU PREFET

21 W	Maintien de l'ordre. Terrorisme et organisations politiques, surveillance.	1939 - 1970
28 W	Associations du département, suivi et contrôle. Cérémonies associatives.	1898 - 1969
1002 W	Personnel de police, avancements.	1974 - 1976
1014 W	Police et gendarmerie, synthèses.	1979
1052 W	Police et gendarmerie, rapports.	1965 - 1982
1086 W	Sécurité routière. Personnel de police. Rapports de police et de gendarmerie. Enquêtes administratives.	1975 - 1983
1139 W	Police et gendarmerie, synthèses.	1983 - 1984

1150 W	Police et gendarmerie, rapports. Sécurité routière.	1976 - 1982
1218 W	Police et gendarmerie, synthèses. Enquêtes administratives. Sécurité, maintien de l'ordre.	1980 - 1988
1227 W	Protection et sécurité dans les commerces, les établissements bancaires.	1974 - 1984
BUREAU DU CABINET		
1392 W	Partis politiques, affaires politiques.	1947 - 1976
DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE		
1101 W	Colombophilie. Débits de boisson. Coiffeurs : cartes professionnelles. Vente et port d'armes. Commerces. Banques. Dépôts d'explosifs. Contrôle des prix (alimentation, services, établissements de santé, casinos).	1946 - 1984
1242 W	Pêche, chasse, colombophilie. Débits de boisson. Port d'armes. Agents immobiliers : cartes. Casinos. Transport de corps, autorisations. Circulation et limitation de vitesse. Culture du tabac. Barrières de dégel. Mises en fourrière.	1948 - 1985
1324 W	Associations, agréments. Recensement militaire, insoumis et déserteurs.	1941 - 1993
1398 W	Réglementation générale.	1949 - 2000
DIRECTION DES TITRES ET DE LA CITOYENNETE		
19 W	Police des étrangers.	1921 - 1963
43 W	Police administrative, contrôle des étrangers.	1893 - 1966
AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES		
12 W	Marchands ambulants. Entreprises, autorisations de création.	1949 - 1961
20 W	Renseignements généraux. Réglementation professionnelle, cartes professionnelles, déclarations de marchands ambulants, autorisation d'exercer. Nomades et forains. Police des étrangers. Réglementation du territoire. Colombophilie. Réglementation des salles de jeux.	1930 - 1971
56 W	Inspection des viandes. Réglementation de la pêche et de la chasse.	1947 - 1970
58 W	Autorisations de circuler.	1941 - 1945
SOUS-PRÉFECTURE DE PÉRONNE		
1388 W	Expulsions de logements.	1949 - 1996
1273 W	Abrogation des arrêtés de rattachement de forains.	1945 - 1981

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

COMMISSARIAT DE POLICE CENTRAL D'AMIENS

1153 W	Registres d'enregistrement du courrier, mains-courantes, registres de demandes de cartes d'identité d'étrangers, registres d'écrou, des gardes à vue, des accidents corporels, des procès-verbaux, des vérifications d'identité, d'emplois des personnels. Dossiers de réclamations. Cartons de négatifs photographiques.	1943 - 1981
1232 W	Registres d'enregistrement du trafic radio, des gardes à vue, des alarmes. Registres d'écrou. Relations de mains-courantes. Fiches IPM. Certificats médicaux. Carnets d'immobilisation. Registre d'emploi.	1969 - 1988
1270 W	Mains-courantes, gardes à vue, trafics, alarmes. <i>Éliminations partielles en mai 2015.</i>	1973 - 1990
1371 W	Registres d'ordre et mains-courantes.	1947 - 1951

COMMISSARIAT D'ALBERT

1420 W	Mains-courantes.	1938 - 1991
1484 W	Affaires traitées par le commissariat : procès-verbaux, comptes-rendus d'enquêtes (par numéros de dossiers puis fichier alphabétique).	1945 - 2003

Archives privées, série J

44 J	Fonds de la CFDT, enseignement privé, antenne de la Somme.
74 J	Fonds de la section régionale de la CFDT.
173 J	Fonds d'archives du bureau de la CFDT au journal "Le Courrier Picard".
204 J	Fonds des archives de la CFDT Somme.

Répertoire numérique détaillé

Cotes	Description	Dates extrêmes
302W1-20	<p>Service Départemental du Renseignement Territorial de la Somme (SDRT80). - Dossiers de suivi et de surveillance : rapports, notes d'information, télégrammes, télex, coupures de presse, tracts, journaux, correspondance.</p> <p><i>Dossiers classés par thématique.</i></p>	
302W1	<p>Syndicats et mouvements sociaux.</p> <p>Principaux syndicats de la Somme, maison régionale des syndicats (1975-1998). Situation économique et sociale du département (1991-1997) Actions et manifestations sociales (1971-1999). Rentrées sociales (1982-1998). Manifestations du 1^{er} mai (1978-1999). Manifestations et associations pour les chômeurs (1974-1998). Affaire LIP (manufacture horlogère à Besançon) (1973-1978). Élections professionnelles dans les entreprises des secteurs privés et nationalisés (1980-1986). Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), syndicats et actions générales (1970-1997), union départementale (1970-1995), union régionale (1971-1998), union locale d'Amiens (1971-1982).</p>	1970-1999
302W2	<p>Syndicats et mouvements sociaux.</p> <p>Confédération Générale du Travail (CGT), union départementale (1986-1999), union régionale (1971-1997), union locale d'Amiens (1970-1999), journées nationales d'action, grèves (1985-1994), sections bâtiment, textile, métaux, agroalimentaire, agriculture (1968-1998). Force Ouvrière (FO), union départementale (1970-1999), union régionale (1970-1981), unions locales (Amiens, Abbeville, Vimeu-Bresle), journées nationales d'action, grèves (1970-1999). Confédération Française de l'Encadrement, Confédération Générale des Cadres (1967-1999). Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) (1970-1999).</p>	1967-1999
302W3	<p>Syndicats et mouvements sociaux.</p> <p>Syndicats indépendants (SUD (Solidaire Unitaire et Démocratique), CAT (Confédération autonome du travail), CFT (Confédération française du travail), FEN (Fédération de l'éducation nationale), SNI de la Somme (Syndicat National des Institutrices et Instituteurs), SNAU (Syndicat National de l'Administration Universitaire), UNSA (Union Nationale des Syndicats Autonomes), SNSGVF (Syndicat National des Secrétaires Généraux des</p>	1949-1998

	Villes Françaises), CGSI (Confédération Générales des Syndicats Indépendants).	
302W4	Agriculture. Centre départemental des jeunes agriculteurs et centre régional des jeunes agriculteurs (1971-1999). Mouvement de défense des exploitants familiaux (1970-1985). Fédération Française d'Agriculture (1981-1985). Société d'intérêt collectif agricole de l'Amiénois (SICADA) (1971-1974). Association Paysans picards solidaires (1992). Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) (1953-1996). Confédération Régionale de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit Agricole de Picardie (1982). Agro-Picardie (Fusion UCAP (Union des coopératives agricoles de Picardie) et du Réveil agricole de Picardie) (1972-1997). Centre d'économie rurale (1997). 10 ^{ème} Congrès annuel de la Confédération Générale des Coopératives Agricoles à Amiens (1960).	1953-1999
302W5	Agriculture. Producteurs de légumes (1977). Union des producteurs de lait, sociétés Yoplait et Solainor (coopératives laitières du nord) (1952-1997). Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA) (1985-1999). Caisse régionale d'assurance et mutuelles agricoles (1968-1997). Salariés agricoles (1968-1975).	1952-1999
302W6	Agriculture. Syndicats locaux agricoles : Association des producteurs de Blé (1954-1991), Union régionale des syndicats de propriétaires forestiers du nord de la France (s.d.), Syndicat des producteurs d'endives (1971-1998), Union syndicale agricole de la Somme (1996), Syndicat agricole du Vimeu (1970), Syndicat départemental des producteurs de pommes de terre (1963-1994), Syndicat des producteurs de maïs (1977), Syndicat des négociants en grains (1976), Section départementale des producteurs de légumes de conserve (1977-1986), association syndicale des betteraviers de la Somme (1945-1999). Coordination rurale (1992-1999), confédération paysanne (1996)).	1945-1999
302W7	Commerce, industrie et artisanat (organisations représentatives). Caisse mutuelle régionale de Picardie (1957-1995). Caisse d'assurance Vieillesse Artisanale Régionale (CAVAR) (1971-1999). Caisse ORGANIC (Organisation Autonome Nationale Vieillesse de l'Industrie et du Commerce de Picardie) (1993-1996). Caisse de prévoyance sociale artisanale de la Somme (1971-1980). Union Nationale des Travailleurs Indépendants (UNATI) (1983).	1957-1999

	<p>Confédération intersyndicale de défense et d'union nationale des travailleurs indépendants (CID UNATI) (1969-1994).</p> <p>Comité de défense des commerçants et artisans (CDCA) (1988-2000).</p> <p>Groupement des commerçants d'Amiens « Cœur de ville » (1960-1998).</p> <p>Fédération des associations commerciales (1983).</p> <p>Unions commerciales (1968-1994).</p> <p>Confédération nationale de l'artisanat des métiers et des services (1982-1992).</p> <p>Union professionnelle artisanale (1982-1991).</p> <p>Confédération générale de l'alimentation de détail (1982).</p> <p>Confédération nationale de l'artisanat rural et Fédération Nationale de l'Artisanat rural (1945-1988).</p>	
302W8	<p>Commerce, industrie et artisanat (organisations par secteur d'activité).</p> <p>Syndicat départemental des ambulanciers privés agréés (1996).</p> <p>Organisations des ambulanciers (1970-1996).</p> <p>Syndicat national des détaillants en carburant de la région Nord (1986).</p> <p>Syndicats de la coiffure (1963-2018).</p> <p>Syndicat des carrossiers (1996).</p> <p>Syndicat de l'hôtellerie de plein air (1985-1995).</p> <p>Chambre professionnelle de l'industrie hôtelière de la Somme (1979-1999).</p> <p>Syndicat des horticulteurs et fleuristes de la Somme (1991-1995).</p> <p>Syndicat de l'horlogerie-bijouterie de la Somme (1988).</p> <p>Chambre syndicale patronale de l'habillement (1993).</p> <p>Organisation des gardiens de phares (1995).</p> <p>Organisation des fruitiers détaillants (1973-1976).</p> <p>Organisation des forains (1986-1996).</p> <p>Organisation des éclusiers (1994-1995).</p> <p>Syndicat des commerçants et artisans en cycles et motos (1976).</p> <p>Syndicat des négociants et détaillants en combustibles (1974-1987).</p> <p>Syndicat de la boulangerie (1970-1988).</p> <p>Syndicat des bouilleurs de crus (1976-1988).</p> <p>Syndicat de la boucherie (1973-1999).</p> <p>Chambre syndicale des professions de l'ameublement (1981-1990).</p> <p>Organisation des maraîchers-hortillons (1980-1995).</p> <p>Association « Mercure » (association des commerçants, artisans, professions libérales) à Abbeville (1993).</p> <p>Chambre syndicale des commerçants non sédentaires de la Somme (1969-1983).</p> <p>Groupement Autonome des Travailleurs Indépendants de la Somme (GATIS) (1971-1981).</p> <p>Confédération nationale des travailleurs indépendants (CNTI) (1972-1976).</p> <p>Association Artisanat, Commerce Traditionnel, Industrie, Sauvegarde de l'Economie (ACTISE) (1981-1982).</p> <p>Groupement Autonome des Travailleurs Indépendants du Vimeu (GATIV) (1970).</p> <p>Organisation des Vendeurs Représentants et Placiers (VRP) (1976-1981).</p> <p>Syndicat des polisseurs du Vimeu (1983).</p>	1963-2018

	<p>Organisation des pêcheurs à pied (1993-1998).</p> <p>Organisation des marins pêcheurs (1969-1996).</p> <p>Organisation des artisans marbriers (1998).</p> <p>Syndicat de la maille (Textile) (1993).</p> <p>Syndicat des exploitants et commerçants de jeux automatiques (1972-1987).</p>	
302W9	<p>Transport.</p> <p>Fédération nationale des transporteurs routiers (1973-1999).</p> <p>Organisations des salariés du transport, chauffeurs routiers (dont branche routière CFDT, Union Régionale des Chauffeurs Routiers (URCR), Union Départementale des Chauffeurs Routiers (UDCR), Union Régionale des Chauffeurs Professionnels (URCP), Union Régionale des Transporteurs Picard (URTP) (1970-1999).</p> <p>Transports agricoles (1981).</p> <p>Société Nord-Transports Industrie (NTI) (1972).</p> <p>Groupement des Transporteurs et Loueurs de Véhicules (GTLV) (1980-1984).</p> <p>Chambre Syndicale Automobile (CSA) (1976-1995).</p> <p>Syndicat de l'automobile de la Somme (rattaché à la Fédération Nationale du Commerce et de l'Artisanat Automobile) (1976-1991).</p> <p>Organisations des auto-écoles (1975-1995).</p> <p>Syndicat des artisans taxis (1975-1997).</p> <p>Transport en commun (dont Compagnie d'Exploitation des Transports Amiénois (CETA), Société Générale de Technique et d'Etude (SGTE), Société Stranord à Caudry, Compagnie normande d'autobus, société auto-service, Fédération nationale des usagers des transports) (1972-1982).</p> <p>Société d'économie mixte des transports amiénois (1982-1999).</p>	1970-1999
302W10	<p>Patronat et entrepreneurs.</p> <p>Centre des jeunes dirigeants (1965-1985).</p> <p>Mouvement des entreprises de France (MEDEF) et Conseil National du Patronat Français (CNPF) (1955-1999).</p> <p>Chambre syndicale des industries et de la métallurgie (1966-1994).</p> <p>Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (1974-1999).</p> <p>Syndicat National du Patronat Moderne Indépendant de la Somme (SNPMI) (1966-1986).</p> <p>Fédération du bâtiment entrepreneurs-artisans (1968-1997).</p> <p>Association pour la formation du personnel des industries de la Somme (1999).</p> <p>Union Patronale de Picardie (1969-1998).</p> <p>Fédération du patronat de la Somme (1969-1998).</p> <p>Fédération des entrepreneurs de travaux publics (1983-1997).</p>	1955-1999
302W11	<p>Professions techniques.</p> <p>Bureau régional des Conseil juridiques (1975).</p> <p>Organisation des employés géomètres (1971).</p> <p>Organisation des experts comptables (1960).</p>	1960-1999

	<p>Centre de gestion agréé de la Somme (1996). Fédération nationale des agents immobiliers de la Somme (1981).</p> <p>Justice. Syndicats de la magistrature (1973-1993). Personnels des cours et tribunaux (1974-1992). Organisations des avocats (1976-1997).</p> <p>Santé. Syndicats des professions médicales et paramédicales (Syndicat départemental des orthophonistes de la Somme (1991). Syndicats de médecins (1963-1996). Syndicat des pharmaciens (1963-1989). Syndicat départemental des vétérinaires, syndicat de masseurs kinésithérapeutes (1996-1997). Organisation des infirmiers libéraux (1988-1992). Syndicats des chirurgiens-dentistes (1965-1976). Organisations des professions libérales (1982-1990). Polyclinique Sainte Isabelle à Abbeville (1980).</p> <p>Enseignement. Fédération de l'Education nationale (1975-1999). Syndicat national de l'enseignement supérieur (1975-1981). Commission administrative paritaire, comité technique paritaire (1996). Syndicat National de l'Enseignement de l'Education Physique et Sportive (SNEEPS) (1978-1995). Syndicat National des Collèges (SNC) rattaché à la Fédération Autonome de l'Education Nationale (FAEN) (1976-1991). Syndicat National des Enseignements Techniques et Professionnels (SNEPT) remplace par le Syndicat départemental de l'Eduction Nationale (SDEN) (1977-1982). Syndicat National des Lycées et Collèges (SNLC) (1989-1995). Fédération Syndicale Unitaire de l'enseignement (FSU) (1996-1999). Syndicat National de l'Enseignement Technique Apprentissage Autonome (SNETAA) (1985-1993). Syndicat Général de l'Education Nationale (SGEN-CFDT) (1977). Syndicat National des Enseignants du Second degré (SNES) (1975-1998). Syndicat National de l'Enseignement Chrétien (SNEC-CFTC) (1981). Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNE Sup) (1975-1981). Syndicat National Unifié des Directeurs et Instituteurs (SNUDI-FO) (1989-1996). SNI-PEGC Somme, syndicat dissident de l'ex SNI-PEGC (Syndicat National des Instituteurs – Professeurs d'Enseignement Général de Collèges) (1992). SUD Education (1999). Syndicat des Enseignants (SE), ex SNI PEGC (1974-1997). Union Nationale Interuniversitaire (UNI) (1976). Journée d'action intersyndicale du 15 mars 1999.</p>	<p>1973-1997</p> <p>1963-1992</p> <p>1974-1999</p>
--	--	---

	Établissements de l'enseignement privé (Centre technique rural Sainte Colette à Corbie, école régionale des beaux-arts, Maisons familiales du Vimeu à Yzengremer, Ecole supérieure de Gestion et de Communication d'Angoulême (gérée par la société Euro-Palace à Amiens) (1975-1999).	
302W12	<p>Enseignement.</p> <p>Rentrées et élections universitaires Jules VERNE de Picardie (1983-1999). Visite de François Fillon, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, à la faculté des sciences d'Amiens (1993). Etablissements d'enseignement supérieur, unité d'enseignement et de recherche de Saint-Quentin (1973-1974), institut de sciences juridiques appliquées (1976), Université de technologie de Compiègne (1971-1973), Institut Universitaire de Technologie d'Amiens (1975-1999), Ecole supérieure d'ingénieurs en électronique et électrotechnique d'Amiens, Unité d'Enseignement et de Recherche de médecine et de pharmacie (1974-1999), Unité d'Enseignement et de Recherche des sciences exactes et naturelles (1977-1989), Unité d'Enseignement et de Recherche d'économie et de gestion (1976), Unité d'Enseignement et de Recherche langues et cultures étrangères (1975), Unité d'Enseignement et de Recherche en droit (1973-1979). Association VERNE-ADER, association de Développement et de Recherche (1994). Enseignement privé confessionnel (dont rassemblement régional du 23 mai 1992 à Amiens) (1991-1992). Enseignement général (dont mouvements de protestation, problèmes liés à l'amiante, carte scolaire 1996-1997) (1975-1999). Enseignement agricole et technique (1975-1998). Enseignement secondaire (1982-1998). Enseignement primaire (1971-1995). Société Mutualiste des Étudiants du Nord-Ouest (SMENO) (1974-1991). Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (1993) Mutuelle Nationale des Étudiants de France (1975). Association Amicale des personnels de l'éducation nationale des universités, de la jeunesse, des sports et des loisirs (FASPEN) (1977-1991). Centre Régional des Œuvres Universitaires et Sociales (1974-1996). Syndicats des non enseignants (Syndicat Général des Personnels de l'Éducation Nationale (SGPEN) (1980-1999), Syndicat National des Personnels Techniques de l'Enseignement Supérieur (SNPTES) (1975), Syndicat National de l'Administration Universitaire (SNAU) (1975-1989), Syndicat National des Intendants de l'Éducation Nationale (SNIEN) (1973), Syndicat National des Agents de l'Éducation Nationale (SNAEN) (1973-1986)). Associations de parents d'élèves (Fédération des Parents d'Élèves de l'Enseignement Public (PEEP) (1983-1992), Fédération des Conseils de Parents d'Élèves (FCPE) (1973-1997), élections (1976-1981), carte scolaire 1995-1996). Étudiants étrangers (Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) (1973-1978), Union des étudiants élèves et stagiaires africains</p>	1971-1999

	<p>d'Amiens (1985), Association Culturelle des Étudiants et Stagiaires Gabonais d'Amiens (ACESG) (1995), Association des Étudiants Sénégalais en France (AESF) (1978-1980), Union Nationale des Élèves et Étudiants de Cote d'Ivoire à Amiens (UNECCI) (1973-1978), Union Nationale des Étudiants Marocains (UNEM) (1973), association des étudiants arabes d'Amiens (1973), étudiants djiboutiens (1982), Mouvement pour le Droit au Séjour (MDS) (1987), Groupe Universitaire de Recherches, d'Études et de Documentation sur l'Afrique et le Tiers-monde (association étudiante GUREDAT) (1993), Comité de défense des étudiants étrangers (1978-1990)).</p>	
302W13	<p>Enseignement.</p> <p>Syndicats et groupes politiques de l'enseignement public (Comité Départemental d'Action Laïque (CDAL) (1972-1993), section de Picardie du Collectif des Étudiants Libéraux de France (CELF) (1979), Union Nationale Interuniversitaire (UNI) (1975-1988), Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) (1974-1994), Union Nationale des Étudiants de France – Indépendante et Démocratique (UNEF – ID) (1974-1995), Etudiants du STAPS (Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (1993), Groupe Socialiste Universitaire (GSU) (1975-1977), Mouvement d'Action et de Recherche Critique d'Amiens (MARC) (1975), Comité de lutte antifasciste d'Amiens (1975-1976), Union des Comités d'Action Lycéens (UNCAL) (1975-1988), associations des résidents universitaires du Bailly et du Thil (1976), front des cercles rouges lycéens (1974-1977), fédération des étudiants de Picardie (1975-1978), contestation des étudiants en médecine contre le projet de réforme du 3^{ème} cycle (1987), contestation des étudiants en éducation Physique et Sportive (1982)).</p> <p>Syndicats de l'enseignement privé (Union Nationale des Associations de Parents d'Elève de l'Enseignement Libre (UNAPEL) (1981-1994), syndicat National de l'Enseignement Chrétien (SNEC CFTC) (1975-1991), Centre de Formation de l'enseignement privé (CFP) (1981-1982), manifestations de l'enseignement catholique (novembre 1982), notes d'ensemble (1982-1999)).</p>	1972-1999
302W14	<p>Économie.</p> <p>Société industrielle amiénoise (1993).</p> <p>Association Environnement Entreprises en Picardie (AEEP) (1995)</p> <p>Chambre régionale de Commerce et d'Industrie (CRCI) (1989-1999).</p> <p>Chambre de commerce et d'industrie de l'Oise (1994).</p> <p>Chambre de commerce et d'industrie de l'Aisne (1989).</p> <p>Chambre de commerce et d'industrie d'Amiens (1975-1998).</p> <p>Chambre de commerce et d'industrie de Péronne (1991-1998).</p> <p>Chambre de commerce et d'industrie d'Abbeville (1991-1999).</p> <p>Élections chambres de commerce et d'industrie (1997).</p> <p>Agences Régionales d'Information Scientifique et Technique (ARIST) (1996).</p> <p>Comité économique et social (1973-1996).</p> <p>Conseil économique et social (1998).</p> <p>Jeune chambre économique française (1978-1993).</p> <p>Chambre d'agriculture (1967-1997).</p> <p>Chambre des métiers de Picardie (1982-1996).</p>	1971-1999

	<p>Institut Médico-Pédagogique (IMP) de Gézaincourt (1972). Institut d'Éducation Motrice (IEM) Sagebien (1994). Centre Régional pour l'Enfance, l'Adolescence, les Adultes Inadaptés (CREAI) de Picardie et Institut Régional de Formation aux Fonctions Éducatives (géré par le CREAI) (1972-1998). Association des paralysés de France (1977). Association La Maisonnée (1995).</p> <p>Culture (Cinéma). Société Audiovicom (1992). Association caméra club picard (1968). Société Ciné Vidéo Concept (festival Vison Communes) (1992). Association Pacifisme et Cinéma (1974-1982). Société coopérative ouvrière de production CINESCOP (1982). Journées cinématographiques d'Amiens, festival des différences (1979-1987). Festival International du Film d'Amiens (1990-1999).</p>	1968-1999
302W17	<p>Administrations et services publics.</p> <p>Logement : Affaires générales (logement des jeunes ménages et célibataires, logement des travailleurs immigrés, expulsions) (1972-1991). Association Comité promotionnel du logement social (1978). Association PACT (Propagande et Action Contre le Taudis de la Somme) (1978). Association des Locataires d'Étouvie (ALE) à Amiens (1961-1981). Association régionale des HLM (hébergement à loyer modéré) de Picardie (1978). Office public d'HLM de la Somme (1979-1994). Office public d'HLM d'Abbeville (1975-1983). Société anonyme picarde d'habitation à loyer modéré (1991). Société anonyme d'HLM – Immobilière Lesueur (1991). Conseil départemental de l'habitat (1995). Oise habitat (1995). Comité départemental des constructions scolaires (1968). Comité interprofessionnel Paritaire du Logement de la Somme (1978). Société Anonyme du Crédit Immobilier de la Somme (SACIS) (1991). Association service conseil et action pour le Logement (1978). Office public d'aménagement et de construction d'Amiens : notes d'information, affaire d'escroquerie, association Remboursez, association Amiens Horizon 2000, association Agissons – OPAC Amiens Picardie (1978-1999).</p> <p>Travail : Affaires générales : aménagement du temps de travail (1997-1999), associations œuvrant dans le domaine de l'insertion et du travail (1995), ASSEDIC (1983-1998), mouvements sociaux (ANPE, inspecteurs du travail,</p>	1961-1999

	<p>formateurs...) (1975-1998), situation économique dans le département (1976-1983).</p> <p>Formation professionnelle (1970-1999).</p> <p>Marché du travail (1996-1999).</p> <p>Travail clandestin (1993-1997).</p> <p>Comités pour l'emploi : Association Villerme (1988), association SOS Service six cantons (1993), cellule accueil des cadres à Amiens (1993), comité de la défense pour l'emploi de la région d'Airaines (1978), comité local de l'emploi (1981), comité de liaison des partenaires économiques (1999).</p> <p>Santé, affaires sociales :</p> <p>Sécurité sociale (1971-1999).</p> <p>Centre hospitalier Philippe Pinel (1997).</p> <p>Professions de santé : Mutuelle nationale des hospitaliers (1989), groupe socialiste des hospitaliers (1977), Fédération des biologistes de France (1990), Coordination nationale des professions de santé (1990), coordination départementale des infirmières (1989), association française des infirmières et infirmiers en neurochirurgie (1979).</p> <p>Agence régionale d'hospitalisation (1997-1999).</p> <p>URSSAF (1977-1999).</p> <p>Direction des interventions sociales (DIS) (1988).</p> <p>Direction régionale des affaires sociales de la Somme (DRASS) (1990-1999).</p> <p>Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) (1984-1999).</p> <p>Caisse d'allocations familiales (CAF) (1979-1987).</p> <p>Finances :</p> <p>Finances, dossier général (1970-1973).</p> <p>VIMEXPO (salon organisé par la commune de Woincourt).</p> <p>Intégration européenne (1977).</p>	
302W18	<p>Administrations et services publics.</p> <p>Sécurité et défense :</p> <p>Sapeurs-pompiers (1990-1999).</p> <p>Police nationale (1973-1998).</p> <p>Police municipale (1989-1998).</p> <p>Association nationale de la police municipale (1974-1991).</p> <p>Douanes (1982-1995).</p> <p>Maison d'arrêt d'Amiens (1971-1999).</p> <p>Personnel d'Etat et personnel territorial :</p> <p>Direction départementale de l'agriculture et Office national des forêts (1983-1992).</p> <p>Conseil général de la Somme (1986).</p> <p>Société des eaux de Picardie (1975)</p> <p>Équipement et ponts-et-chaussées (1978-1998).</p>	1962-1999

	<p>Association Les amis de la fourmi (association de défense des municipaux d'Amiens) (1989).</p> <p>Animateurs des centres de loisirs de la Ville d'Amiens (1987-1995).</p> <p>Maîtres-nageurs (1980).</p> <p>Éboueurs de la Ville d'Amiens (1982-1988).</p> <p>Service des cimetières de la Ville d'Amiens (1982).</p> <p>Mutuelle des employés de la Ville d'Amiens (1992).</p> <p>Mouvements de protestation des agents communaux de la Ville d'Amiens (1962-1996).</p> <p>Mouvements de protestation des agents des finances publiques (1970-1998).</p> <p>Grèves dans la fonction publiques (tous secteurs) (1985-1996).</p>	
302W19	<p>Immobilier et sociétés de construction.</p> <p>Société d'Économie Mixte de Constructions Amiénoises (SEMCA) (1965-1984).</p> <p>Les maçons pavillonneurs (1988).</p> <p>Loisirs Immobiliers Service (LIS) (1988).</p> <p>Agence technique de publicité (agence immobilière à Amiens) (1980).</p> <p>Société Picarde Intercommunale d'Économie Mixte (SOPICEM) (1986-1997).</p> <p>SOGEMO à Nesle (1983).</p> <p>Renov-Logis à Blangy-sous-Poix (1974).</p> <p>Société Générale d'Agencement à Amiens (SOGA) (1975).</p> <p>HMS à Amiens (1976).</p> <p>Société Nationale Immobilière (SNI) à Amiens (1977).</p> <p>Finances et établissements financiers :</p> <p>Délinquance économique et financière (1998-1999).</p> <p>Sociétés financières : Sociétés de change, Conseil fiscal forain, COFATEC, CAP de Compiègne, Office national de gestion financière, société d'étude financière et de conseil, société registre commercial et professionnel, sociétés de sondage, loteries (1965-1991).</p> <p>Chambre régionale des comptes (CRC) (1982-1996).</p> <p>Mouvements de protestations dans les banques (1971-1994).</p> <p>Groupe DROUOT (1966).</p> <p>Anacor (1974).</p> <p>Banque de Picardie (1977).</p> <p>Caisse d'épargne de Picardie (1991-1993).</p> <p>Caisse d'épargne d'Amiens (1981).</p> <p>Caisse de crédit mutuel d'Amiens (1968).</p> <p>Comité local des Banques (1993).</p> <p>Crédit Agricole (1975-1999).</p> <p>Crédit du Nord (1967-1989).</p> <p>Banque Scalbert Dupont (1974-1994).</p> <p>Banque de France (1968-1998).</p> <p>Société générale (1982-1990).</p> <p>Organisation Gestion Financière Assistance (1974).</p> <p>Société Picardie Communication (PICOM) (1987).</p> <p>Société de développement régional de Picardie (1992-1994).</p>	<p>1965-1997</p> <p>1963-1999</p>

	<p>Transbank nord (1992).</p> <p>Picardie Bail (1993-1994).</p> <p>Société d'études financières, immobiliers, de contentieux et d'assurances (1963-1964).</p>	
302W20	<p>Entreprises et usines de la Somme.</p> <p>Noms commençant par M :</p> <p>Manufacture Parisienne de Roulettes (1978-1980).</p> <p>MPG à Corbie (1999).</p> <p>MORY (1991).</p> <p>MORO à Albert (1976).</p> <p>Moreuil fourrures (1981-1985).</p> <p>MORET à Chaulnes (1993).</p> <p>SARL Morel à Gamaches (1990-1998).</p> <p>Société Morel à Arrest (1996).</p> <p>Monchaux-Winders à Abbeville (1983-1999).</p> <p>Miroiterie menuiserie aluminium à Flixecourt (1995).</p> <p>Minguet-Thomas à Contoire-Hamel (1964-1991).</p> <p>Laboratoire Millot (ex Diathera) à Amiens (1966-1976).</p> <p>Mic-diffusion à Roye (1990).</p> <p>Metex (Eurolysonne) à Amiens (1976-1990).</p> <p>Menuiserie du Ponthieu à Abbeville (1970-1990).</p> <p>Megavia à Flers-sur-Noye (1994-1995).</p> <p>Medipole distribution à Glisy (1995-1999).</p> <p>Mécanique hydraulique Matifas à Bouzincourt (1992).</p> <p>Société Menuiserie Bois Aluminium (MBA) à Sénarpont (1990).</p> <p>Massias (1999).</p> <p>Martin à Ault (1996).</p> <p>Établissements Margot à Abbeville (1965-1983).</p> <p>Établissement Maréchal à Rosières-en-Santerre (1969-1981).</p> <p>Mapelec à Amiens (1966-1986).</p> <p>Société Manutaire Aspiration à Amiens (1976-1990).</p> <p>Manupack à Miraumont (1992).</p> <p>Manufacture de bonneterie de Marcelcave (1967-1982).</p> <p>Malterre de Moreuil (1969-1994).</p> <p>Mallet transports à Camon (1997).</p> <p>Établissements Mallet à Abbeville (1977).</p> <p>Maitre signalisation à Montdidier (1997).</p> <p>Établissements Maillard (1980-1987).</p> <p>Magnier équipement à Nesle (1987-1995).</p> <p>Noms commençant par T et U :</p> <p>Garage Tutrice à Péronne (1993-1999).</p> <p>Turquetil (1994).</p> <p>Tubesca à Ailly-sur-Noye (1980-1995).</p> <p>Trocmé à Epehy (1964-1970).</p> <p>Établissements Tripette et Renaud (devenu SAATI France) à Sailly-Saillisel (1964-1996).</p>	1964-1999

	<p>Transports Royens (1993). Torino à Amiens (1983-1993). Établissements Topart à Moyencourt (1979). Titan à Béthencourt-sur-Mer (1970). Tissage de Picardie à Amiens et tissage Rinet à Villers-Bretonneux (1985-1993). Thirard à Fressenville (1978-1990). Société Thérigny à Friville-Escarbotin (1983). Texalbert à Bray-sur-Somme (1998). Ternois à Embreville (1996). Technique vidéo international à Rue (1994). Technique incendie à Picquigny (1997). Taquet transports à Amiens (1997). Techniques d'Aliments pour le Bétail (TAB) à Vignacourt (1999). Urba tech à Curlu (1997). Unither à Amiens (1992-1999). Union picarde des coopératives laitières (1969-1998). Unica Lunor à Chaulnes (1994). Unamo (1987-1991).</p> <p>Orsan Amylum à Nesle (1964-1998).</p>	
302W21	<p>Presse écrite.</p> <p>Imprimeries (1976-2000) :</p> <p>Imprimerie Le carillon à Corbie (1992). Imprimerie Carré à Fressenneville (1983). Imprimerie Dessaint à Doullens (1966-1972). Imprimerie Maillet à Montdidier (1981-1998). Imprimerie Nouvelle à Amiens (1994). Imprimerie Moulet à Amiens (1978). Imprimerie Paillart à Abbeville (1979-1983). Imprimerie Yvert à Amiens (1976-2000).</p> <p>Maisons d'édition (1969-2012) :</p> <p>Maison d'édition S.A. Descombes (1989-1995). Maison d'édition René Touret (1969-1980). Société d'édition et de publications médicales (1985). Les nouveaux cahiers du CERPES (1978). Office de publicité et d'éditions Rhône Alpes Méditerranée (1974). Bureau d'éditions et d'études publicitaires (1980). Maison d'édition Alfred Bauer (1976). Picardie presse diffusion (2012). Société presse poche édition (1990). La voix des libraires (1995). Presse écrite départementale (1945-1999). Listes des périodiques du département (1991-1994). <i>Le Courrier picard</i> (1986-1999).</p>	1945-2012

	<p> <i>Abbeville libre</i> (remplacé par <i>Le journal d'Abbeville</i>) (1945-1991). <i>La Baie de Somme</i> (1961-1988). <i>Bresle et Vimeu</i> (1947-1988). <i>Le canard sauvage pour Amiens</i> (1977). <i>Le corbeau</i> (1997). <i>Dix jours</i> (1979). <i>L'écho d'Amiens</i> (1983-1984). <i>L'éclaireur</i> (1998). <i>L'éclaireur du Vimeu et de la Somme</i> (1988). <i>Économie 80</i> (1967-1968). <i>La feuille</i> (1982). <i>Forum</i> (1986). <i>Le journal d'Abbeville</i> (1998). <i>Le journal de Doullens</i> (1956-1988). <i>Le journal de Ham</i> (1967-1998). <i>Le journal du Marquenterre et du Ponthieu</i> (1960-1988). <i>Le journal du Vimeu</i> (1976-1988). <i>Les nouvelles des Trois vallées</i> (1997). <i>Place publique</i> (1996-1999). <i>Pub annonces 80</i> (1998). <i>Le républicain de la Somme</i> (1981). <i>En somme</i> (1984). <i>Le travailleur de la Somme</i> (1945-1998). <i>Vivre à Amiens</i> (1983). <i>Le travailleur de la Somme</i> (1945-1998). </p> <p> Presse spécialisée : <i>Influences Picardie</i> (1984-1985), <i>Le journal de l'infirmière de neurochirurgie</i> (1979), <i>La lettre de la décentralisation</i> (1982). </p> <p> Presse syndicale (1957-1964). </p>	
302W22	<p>Presse écrite.</p> <p> Recensement de la presse hebdomadaire dans la Somme (1998). Études sur les publications gratuites (1978-1996). </p> <p> Presse gratuite périodique (1967-1998) : <i>En savoir plus</i> (1986). <i>L'essor de Picardie</i> (1971). <i>L'essentiel</i> (1977). <i>L'hortillon</i> (1991). <i>Inter public</i> (1978). <i>Le journal des Amiénois</i> (1996-1998). <i>Amiens capitale</i> (1992-1995). <i>Amiens magazine</i> (1995). <i>Amiens évènements</i> (1993). <i>Zones franches</i> (1998). <i>Vie publique</i> (1972). </p>	1954-1999

	<p><i>Télé-gratuit</i> (1975-1985). <i>La Picardie républicaine</i> (1972). <i>Le messager de Picardie</i> (1990-1992). <i>Le courrier de la liberté</i> (1967). <i>Contact 80</i> (1969-1998).</p> <p>Presse régionale (1954-1998) : <i>Action agricole picarde</i> (1954-1998). <i>France Picardie</i> (1975-1977). <i>L'Aisne nouvelle</i> (1989). <i>Chiche</i> (1987). <i>Ch'lanchron</i> (1984). <i>Contre-attaque</i> (1979-1988). <i>L'oreille picarde</i> (1990). <i>Picardie gazette</i> (1974-1998). <i>Le réveil libéral</i> (1981). <i>La vie de la Picardie</i> (1971-1972). <i>La Voix du Nord</i> (1992-1996).</p> <p>Presse nationale (1966-1991) : <i>France demain</i> (1966-1967). <i>Maintenant</i> (1979). <i>La presse française</i> (1982). <i>Simple citoyen</i> (1982). <i>La truffe</i> (1991).</p> <p>Dossiers thématiques : correspondants de presse (1975-1988), notes générales (1971-1993), syndicats (1971-1987), journées nationales de l'information du 18 au 23 avril 1972 à Amiens, instructions (1976-1979), journalistes professionnels (1971-1973), club picard de la presse (1992), club de la presse de Picardie (1987).</p>	
302W23	<p>Radiodiffusion.</p> <p>Dossiers généraux : radios (1970-2000), état des radios (1982-1994), « Journée radios mortes » du 18 juin 1994, brouillage, infraction et instructions contre les radios pirates (1977-1982), modèle de fiche technique pour le recensement des radios locales (1976-1981), Association pour la Liberté des Ondes (ALO) (1978), cibistes (1970-1985).</p> <p>Radios : <i>Galaxie</i> (1994). <i>Fun radio</i> (1993-1994). <i>Energie 80</i> (1984-1986). <i>Arti's FM</i> (1995). <i>Abbeville FM</i> (anciennement <i>Fréquence Somme</i>) (1983-1986). <i>Mosaïque FM</i> (anciennement <i>Pacifique FM</i>, anciennement <i>Radio Amiens</i>) (1981-1993).</p>	1970-2000

	<p> <i>Radio France Picardie</i> (1988-1998). <i>Radio gazette rurale</i> (1982-1994). <i>Radio Nostalgie</i> (1994). <i>Radio côte picarde – radio Rivage équinoxe</i> (1982-1987). <i>Amiens radio de pays</i> (1982-1983). <i>K.F.M Stéréo</i> (1981-1984). <i>Laser FM - radio laser</i> (1986) <i>Radio active stéréo</i> (1981-1986). <i>RCC (anciennement radio Cabotans)</i> (1981-1985). <i>Radio Castor</i> (1982-1986). <i>Radio Ficelle Picarde</i> (1978). <i>Radio Lafleur</i> (1980-1985). <i>CQFM (Radio Le Crotoy – Quend plage – Fort-Mahon plage)</i> (1984-1985). <i>Radio-Picardie-Artois</i> (1985-1989). <i>Radio Quinquin</i> (1980-1981). <i>Radio Pulsar</i> (1982-1983). <i>Radio Vamp</i> (1981). <i>Vimeu radio stéréo</i> (1985). </p> <p> Télévision. Recensement des télévisions locales et étrangères. </p>	<p>1993-1994</p>
--	---	-------------------------